

## COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

## MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2003 — 423

[S — C — 2003/29016]

**9 JANVIER 2003. — Décret relatif aux organes d'avis en matière de politique scientifique et universitaire et à la concertation entre les différents organes consultatifs de l'enseignement supérieur (1)**

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Du Conseil de la politique scientifique*

**Article 1<sup>er</sup>.** Il est créé un « Conseil de la politique scientifique de la Communauté française » ci-après dénommé CPS-CF.

**Art. 2.** Le CPS-CF formule, d'initiative ou à la demande du Gouvernement, des avis et recommandations sur toute question relative à la politique scientifique en Communauté française visée par l'article 6*bis* de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980 et en particulier sur :

1° les orientations à donner à la politique scientifique;

2° les moyens à mettre en œuvre en vue de favoriser le développement et l'amélioration de la recherche scientifique dans les institutions universitaires et les institutions d'enseignement supérieur en Communauté française;

3° la participation de la Communauté et des institutions qui en dépendent à des programmes ou des projets nationaux ou internationaux de recherche.

**Art. 3.** Le CPS-CF est l'interlocuteur des conseils homologues aux niveaux fédéral, communautaire et régional.

A ce titre, il établit les concertations nécessaires avec les autres Conseils de politique scientifique.

**Art. 4.** Le CPS-CF est composé de 26 membres, tous avec voix délibérative et répartis comme suit :

1° dix membres représentant les institutions universitaires et proposés par le Conseil interuniversitaire de la Communauté française parmi le personnel académique, scientifique ou administratif impliqué dans des activités de recherche des institutions universitaires de telle manière que chaque catégorie soit représentée;

2° six membres représentant les milieux socio-économiques et proposés par les organisations représentatives reconnues des travailleurs et des employeurs;

3° deux membres représentant les Hautes Ecoles et proposés par le Conseil général des Hautes Ecoles impliqués dans des activités de recherche;

4° huit membres désignés par le Gouvernement pour leur haute compétence en matière de recherche ou de politique scientifique.

**Art. 5.** Le Gouvernement nomme les membres du CPS-CF pour une durée de quatre ans. Leur mandat est renouvelable deux fois. Lorsqu'un membre démissionne ou décède en cours de mandat, un nouveau membre est nommé par le Gouvernement pour achever le mandat de son prédécesseur, conformément à l'article 4.

**Art. 6.** Sur proposition du CPS-CF, le Gouvernement nomme un président, choisi parmi les membres du CPS-CF, représentant les institutions universitaires et un vice-président choisi parmi les membres du CPS-CF représentant les milieux socio-économiques. Leur mandat est d'une durée de 4 ans, non renouvelable.

Les fonctions de président et de vice-président sont incompatibles avec des fonctions équivalentes exercées dans un autre Conseil de politique scientifique.

Le président convoque le CPS-CF, détermine l'ordre du jour, préside les séances. Le vice-président le remplace en son absence.

**Art. 7.** Le Gouvernement désigne un représentant qui assiste aux séances du CPS-CF avec voix consultative.

**Art. 8.** Le CPS-CF constitue en son sein un bureau composé du président, du vice-président et de cinq membres appartenant aux différentes composantes du conseil. Le bureau prépare les réunions du CPS-CF et en assure le suivi. Il exécute les missions qui lui sont confiées par le CPS-CF.

Le bureau du CPS-CF assure également l'exécution de la liaison avec ses homologues des Conseils de politique scientifique de la Région wallonne et de la Région de Bruxelles-Capitale. A cette fin, il peut se réunir avec les membres des Bureaux des Conseils de politique scientifique régionaux.

**Art. 9.** Le CPS-CF peut constituer en son sein des commissions ou des groupes de travail. Il veille à y assurer une représentation équilibrée de ses différentes composantes.

Le Gouvernement arrête le règlement d'ordre intérieur du CPS-CF, sur proposition du CPS-CF.

Le CPS-CF se réunit au moins trois fois par an.

**Art. 10.** Chaque année, dans la limite des crédits budgétaires, le Gouvernement accorde une subvention au Fonds national de la Recherche scientifique destiné au fonctionnement du CPS-CF et à son secrétariat, assuré par le secrétaire général du Fonds national de la Recherche scientifique. Le secrétaire assiste aux séances des différents organes du conseil avec voix consultative.

L'utilisation de ce budget est soumise au contrôle du commissaire du Gouvernement et du délégué du ministre du Budget près du Fonds national de la Recherche scientifique.

**Art. 11.** Le CPS-CF remet un rapport annuel de ses activités, au plus tard le 31 mars de l'année qui suit, au Gouvernement qui le transmet au Conseil de la Communauté française.

CHAPITRE II. — *Du Conseil interuniversitaire de la Communauté française*

**Art. 12.** Il est créé un organisme d'intérêt public doté de la personnalité juridique dénommé Conseil interuniversitaire de la Communauté française, ci-après dénommé CIUF.

Le CIUF a pour missions :

1° de remettre un avis, soit d'initiative, soit sur demande du Gouvernement ou d'une institution universitaire concernée sur toute matière relative à l'enseignement universitaire ou à l'une de ses missions visées ci-dessous;

2° d'organiser la concertation, sur toute matière relative à l'enseignement universitaire :

a) entre les institutions universitaires;

b) entre les institutions universitaires et les étudiants;

c) entre les institutions universitaires et les autres institutions d'enseignement supérieur dans le cadre du Comité de concertation visé au chapitre III du présent décret;

3° de promouvoir les collaborations interuniversitaires et interfacultaires;

4° d'assurer, à la demande du Gouvernement, la représentation des institutions de l'enseignement universitaire de la Communauté française au sein de diverses instances nationales et internationales.

Dans le cadre de ses missions, le CIUF peut créer des commissions ou des groupes de travail spécialisés et encourager des manifestations à caractère scientifique.

En outre, il coordonne la participation des institutions universitaires à la coopération universitaire au développement. A cet effet, il institue une Commission universitaire pour le Développement, ci-après dénommée C.U.D.

**Art. 13.** Le CIUF est composé d'au plus 39 membres, tous avec voix délibérative, nommés par le Gouvernement de la Communauté française sur proposition du ministre ayant l'enseignement supérieur dans ses attributions, répartis comme suit :

1° les recteurs des institutions universitaires ou les vices-recteurs les représentant;

2° douze membres représentant le personnel académique et scientifique des institutions universitaires et proposés par les conseils d'administration de celles-ci, à raison de deux membres pour chacune des institutions visées à l'article 8, § 1<sup>er</sup>, du décret du 5 septembre 1994 relatif au régime des études universitaires et des grades académiques, et d'un membre pour chacune des autres;

3° trois membres représentant le personnel administratif, technique et de gestion des institutions universitaires et proposés parmi celui-ci, par les organisations représentatives reconnues des travailleurs;

4° trois membres proposés par les organisations syndicales reconnues représentant les membres du personnel scientifique des universités de la Communauté française, affiliées à des organisations syndicales qui siègent au Conseil national du travail;

5° neuf membres représentant les étudiants et proposés par les organisations représentatives des étudiants qui affilient des associations d'étudiants issus des institutions universitaires, visées à l'article 78 du décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en Hautes Ecoles, dont trois membres sont issus des étudiants élus au conseil d'administration ou au conseil académique de chaque institution visée à l'article 8, § 1<sup>er</sup>, du décret du 5 septembre 1994 relatif au régime des études universitaires et des grades académiques;

6° trois membres représentant les organisations patronales et proposés par les organisations représentatives reconnues des employeurs.

Le président et un membre de la Commission universitaire pour le Développement (C.U.D.) participent aux réunions avec voix consultative.

Le directeur de la Fondation universitaire luxembourgeoise assiste aux réunions avec voix consultative. Le CIUF peut également inviter toute autre personne qu'il juge utile dans l'exercice de ses missions.

Les membres visés au 1° de l'alinéa 1<sup>er</sup> siègent de droit au CIUF. Les autres membres sont nommés, par le Gouvernement, pour un terme de 4 ans, à l'exception des membres visés au 5° de l'alinéa 1<sup>er</sup>, qui sont nommés pour un terme de un an. Leur mandat est renouvelable.

Le Gouvernement sur proposition du Conseil nomme un président et un vice-président parmi les membres visés au 1° du 1<sup>er</sup> alinéa.

Tout membre qui a perdu la qualité pour laquelle il a été désigné est réputé démissionnaire.

Lorsqu'un membre démissionne ou décède en cours de mandat, il est remplacé pour l'achèvement de son mandat, conformément à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

Le CIUF se réunit au moins quatre fois par an.

**Art. 14.** Le CIUF crée, en son sein, un bureau de 12 membres constitué comme suit :

1° cinq recteurs, dont le président et le vice-président du CIUF;

2° deux des membres visés à l'article 13, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°;

3° un des membres visés à l'article 13, alinéa 1<sup>er</sup>, 3°;

4° un des membres visés à l'article 13, alinéa 1<sup>er</sup>, 4°;

5° deux des membres visés à l'article 13, alinéa 1<sup>er</sup>, 5°;

6° un des membres visés à l'article 13, alinéa 1<sup>er</sup>, 6°.

Les membres du bureau sont désignés par le CIUF pour un terme de un an, renouvelable.

Le bureau prépare les réunions du CIUF et en assure le suivi. Il exécute les missions qui lui sont confiées par le Conseil du CIUF.

**Art. 15.** Le CIUF ne délibère valablement que si la majorité des membres sont présents. Le Conseil statue à la majorité simple des membres présents. A toute proposition et à tout avis du CIUF, des notes de minorité peuvent être jointes.

**Art. 16.** Sur proposition du ministre qui a l'Enseignement supérieur dans ses attributions, le Gouvernement désigne un Commissaire du Gouvernement auprès du CIUF. Il assiste aux réunions du CIUF avec voix consultative.

Le commissaire du Gouvernement dispose d'un délai de quatre jours pour prendre son recours contre l'exécution de toute décision qu'il estime contraire à la loi, aux statuts ou à l'intérêt général. Le recours est suspensif. Ce délai court à partir du jour de la réunion à laquelle la décision a été prise, pour autant que le Commissaire du Gouvernement y ait été régulièrement convoqué et, dans le cas contraire, à partir du jour où il en a reçu connaissance.

Le commissaire exerce ses recours auprès du ministre qui a l'Enseignement supérieur dans ses attributions. Si dans un délai de vingt jours francs commençant le même jour que le délai visé à l'alinéa 2, le ministre saisi du recours n'a pas prononcé l'annulation, la décision devient définitive. L'annulation de la décision est notifiée au CIUF par le ministre qui l'a prononcé.

**Art. 17.** Sur proposition du ministre qui a l'enseignement supérieur dans ses attributions, le Gouvernement désigne un secrétaire permanent. Il fait partie du personnel visé à l'article 18.

Le secrétaire permanent assure la gestion administrative et financière du CIUF. Il exécute en outre les missions qui lui sont confiées par le Conseil. Il assiste de droit avec voix consultative aux séances du Conseil et du Bureau. Il assure la direction et l'organisation du secrétariat du CIUF.

**Art. 18.** Le Gouvernement fixe le cadre et le statut du personnel du CIUF.

Le CIUF peut s'adjoindre les services d'agents ou membres de personnel détachés des universités, du Fonds national de la Recherche scientifique, des établissements scientifiques ou des Services du Gouvernement de la Communauté française.

Pour remplir ses missions, il peut également engager des personnes sous contrat de travail, dans les limites des dispositions des articles 21 et 22 et de l'article 2, alinéa 1<sup>er</sup>, alinéa 2, de l'arrêté royal du 22 décembre 2000 fixant les principes généraux du statut administratif et pécuniaire des agents de l'Etat applicables au personnel des services des Gouvernements de Communauté et de Région et des Collèges de la Commission communautaire commune et de la Commission communautaire française ainsi qu'aux personnes morales de droit public qui en dépendent.

**Art. 19.** Le CIUF élabore un règlement d'ordre intérieur qu'il soumet à l'approbation du Gouvernement.

**Art. 20.** Le CIUF remet un rapport annuel de ses activités, au plus tard le 31 mars de l'année qui suit, au Gouvernement qui le transmet au Conseil de la Communauté française.

**Art. 21.** Le Gouvernement prévoit, dans les limites des disponibilités budgétaires, les moyens nécessaires au fonctionnement du CIUF.

Le CIUF peut recevoir des moyens mis à sa disposition dans le cadre de conventions conclues avec d'autres autorités publiques.

**Art. 22.** Le Gouvernement détermine les règles relatives à la comptabilité, à la reddition des comptes ainsi qu'aux situations et rapports périodiques du CIUF.

**Art. 23.** Le siège du CIUF est fixé par le Gouvernement.

#### CHAPITRE III. — *Du Comité de concertation entre les différents organes consultatifs de l'enseignement supérieur*

**Art. 24.** Il est créé un Comité de concertation entre les différents organes consultatifs de l'Enseignement supérieur.

Ce Comité de concertation est constitué des membres du bureau du CIUF, du bureau du Conseil général des Hautes Ecoles (CGHE), du président du Conseil supérieur de l'Enseignement supérieur artistique, ainsi que du président du Conseil supérieur de l'Enseignement de promotion sociale.

Le secrétariat du Comité de concertation est assuré conjointement par le CIUF et le CGHE.

Le Comité de concertation se réunit au moins une fois par an, à l'invitation du président du CIUF, du président du CGHE ou à la demande du Gouvernement, afin d'organiser la concertation entre les différents organes consultatifs sur toute matière relative à l'enseignement supérieur.

Si, lors de cette réunion conjointe, un avis écrit est émis, celui-ci est ensuite présenté devant chacun des conseils, lesquels peuvent le commenter et émettre un avis complémentaire, lequel est transmis au Gouvernement en même temps que l'avis initial.

La présidence du Comité de concertation est exercée alternativement par le président du CIUF et le président du CGHE.

**Art. 25.** Le Gouvernement désigne un représentant qui assiste aux séances du Comité de concertation avec voix consultative.

#### CHAPITRE IV. — *Dispositions abrogatoires*

**Art. 26.** Le décret du 3 avril 1980 créant le Conseil interuniversitaire francophone et l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 10 juillet 1991 portant création d'un Conseil de la politique scientifique sont abrogés.

CHAPITRE V. — *Dispositions transitoires et finales*

**Art. 27.** Le CIUF succède aux droits et obligations du Conseil interuniversitaire francophone créé par le décret du 3 avril 1980. En particulier, les personnes détachées des universités ou du Fonds national de la Recherche scientifique y poursuivent leur mission.

**Art. 28.** Le présent décret entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2003.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Fait à Bruxelles, le 9 janvier 2003.

Le Ministre-Président, chargé des Relations internationales,  
H. HASQUIN

Le Ministre de la Culture, du Budget, de la Fonction publique, de la Jeunesse et des Sports,  
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Enfance,  
chargé de l'Enseignement fondamental, de l'Accueil et des Missions confiées à l'O.N.E.,  
J.-M. NOLLET

Le Ministre de l'Enseignement secondaire et de l'Enseignement spécial,  
P. HAZETTE

La Ministre de l'enseignement supérieur,  
de l'Enseignement de promotion sociale et de la Recherche scientifique,  
Mme F. DUPUIS

Le Ministre des Arts et des Lettres et de l'Audiovisuel,  
R. MILLER

La Ministre de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,  
Mme N. MARECHAL

—  
Note

(1) Session 2002-2003 :

Documents du Conseil. — Projet de décret, n° 341-1. — Amendements de commission, n° 341-2. — Rapport, n° 341-3.

Compte rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du 7 janvier 2003.

## VERTALING

## MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2003 — 423

[C — 2003/29016]

**9 JANUARI 2003. — Decreet betreffende de adviesorganen op het vlak van het wetenschappelijk en universitair beleid en het overleg tussen de verschillende adviesorganen uit het hoger onderwijs (1)**

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen wat volgt :

HOOFDSTUK I. — *Raad voor het wetenschappelijk beleid*

**Artikel 1.** Er wordt een "Raad voor het wetenschappelijk beleid van de Franse Gemeenschap" opgericht, hierna RWB-FG genaamd.

**Art. 2.** De RWB-FG formuleert, op eigen initiatief of op verzoek van de Regering, adviezen en aanbevelingen over ieder vraagstuk inzake het wetenschappelijk beleid in de Franse Gemeenschap bedoeld in artikel 6*bis* van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen en met name inzake :

1° de te varen koers op het vlak van het wetenschappelijk beleid;

2° de middelen die moeten worden ingezet om in de universitaire instellingen en de instellingen voor hoger onderwijs in de Franse Gemeenschap het wetenschappelijk beleid verder te doen ontwikkelen en te verbeteren;

3° de deelname van de Gemeenschap en van de instellingen die ervan afhankelijk zijn aan nationale of internationale onderzoeksprogramma's of -projecten.

**Art. 3.** De RWB-FG is de gesprekspartner voor dezelfde raden op federaal, communautair en regionaal niveau. Hiertoe zorgt hij voor het nodige overleg met de andere Raden voor wetenschappelijk beleid.

**Art. 4.** De RWB-FG bestaat uit 26 stemgerechtigde leden die als volgt verdeeld zijn :

1° tien leden ter vertegenwoordiging van de universitaire instellingen, voorgedragen door de Interuniversitaire Raad van de Franse Gemeenschap uit het academisch, wetenschappelijk of administratief personeel dat betrokken is bij de onderzoeksactiviteiten van de universitaire instellingen zodat iedere categorie vertegenwoordigd is;

2° zes leden ter vertegenwoordiging van de sociaal-economische middelen en voorgedragen door de erkende representatieve werkgevers- en werknemersorganisaties ;

3° twee leden ter vertegenwoordiging van de hogescholen, voorgedragen door de Algemene Raad van de Hogescholen en die betrokken zijn bij onderzoeksactiviteiten;

4° acht leden aangeduid door de Regering omwille van hun expertise op het vlak van onderzoek of wetenschappelijk beleid.

**Art. 5.** De Regering benoemt de leden van de RWB-FG voor vier jaar. Hun mandaat kan tweemaal worden hernieuwd. Wanneer een lid ontslag neemt of overlijdt tijdens zijn mandaat, wordt een nieuw lid benoemd door de Regering om het mandaat van zijn voorganger uit te doen, overeenkomstig artikel 4.

**Art. 6.** De Regering benoemt, op de voordracht van de RWB-FG, een voorzitter, gekozen onder de leden van de RWB-FG, ter vertegenwoordiging van de universitaire instellingen, en een ondervoorzitter, gekozen onder de leden van de RWB-FG ter vertegenwoordiging van de sociaal-economische middens. Hun mandaat loopt over een termijn van vier jaar en is niet hernieuwbaar.

De functies van voorzitter en ondervoorzitter zijn onverenigbaar met gelijkwaardige functies in een andere Raad voor wetenschappelijk beleid.

De voorzitter roept de RWB-FG bijeen, stelt de agenda op en zit de vergaderingen voor. De ondervoorzitter vervangt eerstgenoemde bij diens afwezigheid.

**Art. 7.** De Regering duidt een vertegenwoordiger aan die de RWB-FG met adviesverlenende stem bijwoont.

**Art. 8.** De RWB-FG richt in zijn schoot een bureau op, bestaande uit de voorzitter, de ondervoorzitter en vijf leden die behoren tot de verschillende organen van de raad. Het bureau bereidt de vergaderingen van de RWB-FG voor en staat in voor de follow-up. Hij legt de opdrachten ten uitvoer die hem zijn toevertrouwd door de RWB-FG.

Het bureau van de RWB-FG staat eveneens in voor de verbinding met zijn tegenhanger uit de Raden voor wetenschappelijk beleid van het Waals Gewest en van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest. Hiertoe kan hij samenkomen met de leden van de Bureaus van de gewestelijke raden voor wetenschappelijk beleid.

**Art. 9.** De RWB-FG kan in zijn schoot commissies of werkgroepen oprichten. Hij ziet erop toe dat zijn verschillende organen hierin evenwichtig vertegenwoordigd zijn.

De Regering legt tevens het huishoudelijk reglement van de RWB-FG vast, op de voordracht van de RWB-FG.

De RWB-FG vergadert minstens driemaal per jaar.

**Art. 10.** Jaarlijks verleent de Regering, binnen de perken van de begrotingsmiddelen, een toelage aan het Nationaal Fonds voor Wetenschappelijk Onderzoek die dient voor de werking van de RWB-FG en diens secretariaat, verzorgd door de secretaris-generaal van het Nationaal Fonds voor Wetenschappelijk Onderzoek. De secretaris woont de vergaderingen van de verschillende organen van de Raad met adviesverlenende stem bij.

De aanwending van dit budget is onderworpen aan de controle van de Regeringscommissaris en de afgevaardigde van de minister van Begroting bij het Nationaal Fonds voor Wetenschappelijk Onderzoek.

**Art. 11.** De RWB-FG overhandigt een jaarverslag van zijn activiteiten, uiterlijk op 31 maart van het daaropvolgend jaar, aan de Regering die dit bezorgt aan de Raad van de Franse Gemeenschap.

#### HOOFDSTUK II. — *Interuniversitaire Raad van de Franse Gemeenschap*

**Art. 12.** Er wordt een instelling van openbaar nut opgericht, welke rechtspersoonlijkheid heeft en Interuniversitaire Raad van de Franse Gemeenschap noemt, hierna IRFG genaamd.

De IRFG heeft als opdracht :

1° een advies uit te brengen, hetzij op eigen initiatief, hetzij op verzoek van de Regering of van een betrokken universitaire instelling over iedere aangelegenheid inzake het universitair onderwijs of een van diens opdrachten zoals bedoeld hierboven;

2° overleg te plegen, over iedere aangelegenheid inzake het universitair onderwijs :

a) tussen de universitaire instellingen;

b) tussen de universitaire instellingen en de studenten;

c) tussen de universitaire instellingen en de andere instellingen voor hoger onderwijs in het raam van het Overlegcomité bedoeld in Hoofdstuk III van dit decreet;

3° interuniversitaire en interfacultaire samenwerkingen te promoten;

4° op verzoek van de Regering, ervoor te zorgen dat de instellingen van het universitair onderwijs van de Franse Gemeenschap vertegenwoordigd zijn bij de verschillende nationale en internationale instanties.

In het raam van zijn opdrachten kan de IRFG gespecialiseerde commissies en werkgroepen in het leven roepen en wetenschappelijke happenings aanmoedigen.

Daarenboven coördineert hij de deelname van de universitaire instellingen aan de universitaire ontwikkelings-samenwerking. Hiertoe richt hij een universitaire commissie voor de ontwikkeling op, hierna de U.C.O. genaamd.

**Art. 13.** De IRFG is samengesteld uit hoogstens 39 stemgerechtigde leden, benoemd door de Franse Gemeenschapsregering op de voordracht van de minister van Hoger Onderwijs, als volgt verdeeld :

1° de rectoren van de universitaire instellingen of de vice-rectoren die hen vertegenwoordigen;

2° twaalf leden ter vertegenwoordiging van het academisch en wetenschappelijk personeel van de universitaire instellingen en voorgedragen door hun raden van bestuur naar rato van twee leden voor elk van de instellingen bedoeld in artikel 8, § 1, van het decreet van 5 september 1994 betreffende het stelsel van universitaire studies en academische graden, en van een lid voor elk van de andere;

3° drie leden ter vertegenwoordiging van het administratief, technisch en beheerspersoneel van de universitaire instellingen en voorgedragen onder dit personeel, door de erkende representatieve werknemersorganisaties;

4° drie leden voorgedragen door de erkende vakorganisaties welke de leden van het wetenschappelijk personeel van de universiteiten van de Franse Gemeenschap vertegenwoordigen en die aangesloten zijn bij vakorganisaties die zetelen in de Nationale Arbeidsraad;

5° negen leden ter vertegenwoordiging van de studenten en voorgedragen door de representatieve studenten-organisaties waarbij studentenverenigingen zijn aangesloten afkomstig uit de universitaire instellingen, bedoeld in artikel 78 van het decreet van 5 augustus 1995 tot algemene organisatie van het hoger onderwijs in hogescholen, waarvan drie leden studenten zijn verkozen binnen de raad van bestuur of de academische raad van iedere instelling bedoeld in artikel 8, § 1, van het decreet van 5 september 1994 betreffende het stelsel van universitaire studies en academische graden;

6° drie leden ter vertegenwoordiging van de werkgeversorganisaties en voorgedragen door de erkende representatieve werkgeversorganisaties.

De voorzitter en een lid van de Universitaire Commissie voor de Ontwikkeling (U.C.O.) wonen de vergaderingen bij met adviesverlenende stem.

De directeur van de Fondation universitaire luxembourgeoise woont de vergaderingen bij met adviesverlenende stem. De IRFG kan eveneens iedere andere persoon uitnodigen waarvan hij meent dat deze een nuttige bijdrage kan leveren bij de uitoefening van zijn opdrachten.

De leden bedoeld in 1° van het eerste lid zetelen van rechtswege in de IRFG. De andere leden worden door de Regering benoemd voor een periode van 4 jaar, met uitzondering van de leden bedoeld in 5° van het eerste lid welke worden benoemd voor een periode van 1 jaar. Hun mandaat is hernieuwbaar.

De Regering benoemt, op de voordracht van de Raad, een voorzitter en een ondervoorzitter onder de leden bedoeld in 1° van het eerste lid.

Elk lid dat de hoedanigheid heeft verloren waarin het werd aangesteld, wordt geacht ontslagnemend te zijn.

Wanneer een lid ontslag neemt of overlijdt tijdens zijn mandaat, wordt hij voor de resterende duur van zijn mandaat vervangen overeenkomstig het eerste lid.

De IRFG vergadert minstens vier maal per jaar.

**Art. 14.** De IRFG richt, in zijn schoot, een bureau van twaalf leden op en als volgt verdeeld :

1° vijf rectoren, waaronder de voorzitter en de ondervoorzitter van de IRFG;

2° twee van de leden bedoeld in artikel 13, eerste lid, 2°;

3° een van de leden bedoeld in artikel 13, eerste lid, 3°;

4° een van de leden bedoeld in artikel 13, eerste lid, 4°;

5° twee van de leden bedoeld in artikel 13, eerste lid, 5°;

6° een van de leden bedoeld in artikel 13, eerste lid, 6°.

De leden van het bureau worden aangesteld door de IRFG voor een duur van een jaar, welke hernieuwbaar is.

Het bureau bereidt de vergaderingen van de IRFG voor en staat in voor de follow-up. Hij legt de opdrachten ten uitvoer welke hem door de Raad van de IRFG worden toevertrouwd.

**Art. 15.** De IRFG beraadslaagt pas geldig als de meerderheid van de leden aanwezig is. De Raad beslist bij gewone meerderheid van de aanwezige leden. Bij ieder voorstel en elk advies van de IRFG kunnen minderheidsnota's worden gevoegd.

**Art. 16.** De Regering duidt, op de voordracht van de minister van Hoger Onderwijs, een Regeringscommissaris bij de IRFG aan. Deze woont de vergaderingen van de IRFG bij met adviesverlenende stem.

De regeringscommissaris beschikt over vier dagen om een beroep in te dienen tegen de uitvoering van iedere beslissing waarvan hij meent dat deze strijdig is met de wet, de statuten of het algemeen belang. Dit beroep werkt opschortend. Deze termijn vangt aan vanaf de dag van de vergadering waarop de beslissing werd genomen, voor zover de regeringscommissaris hiertoe volgens de regels werd opgeroepen en, in het ander geval, vanaf de dag dat hij hiervan werd op de hoogte gebracht.

De commissaris oefent zijn beroepen uit bij de minister van Hoger Onderwijs. Als de minister bij wie het beroep aanhangig is gemaakt binnen een termijn van twintig volle dagen die aanvangt op dezelfde dag als de termijn bedoeld in het tweede lid, geen nietigverklaring heeft uitgesproken, is de beslissing definitief. De nietigverklaring van de beslissing wordt aan de IRFG betekend door de minister die hiertoe heeft beslist.

**Art. 17.** De Regering duidt, op de voordracht van de minister van Hoger Onderwijs, een vaste secretaris aan. Deze maakt deel uit van het personeel bedoeld in artikel 18.

De vaste secretaris staat in voor de administratieve en financiële leiding van de IRFG. Daarnaast voert hij de taken uit die de Raad hem toevertrouwd. Hij woont van rechtswege de vergaderingen van de Raad en van het Bureau bij met adviesverlenende stem. Hij staat in voor de leiding en de organisatie van het secretariaat van de IRFG.

**Art. 18.** De Regering bepaalt het personeelsbestand en het personeelsstatuut van de IRFG.

De IRFG kan beroep doen op de diensten van ambtenaren of personeelsleden die zijn gedetacheerd van de universiteiten, van het Nationaal Fonds voor Wetenschappelijk Onderzoek, van de wetenschappelijke instellingen of van de Diensten van de Franse Gemeenschapsregering.

Om zijn taken te vervullen kan hij eveneens personen aanwerven middels een arbeidsovereenkomst, binnen de perken van de bepalingen van artikelen 21 en 22 en van artikel 2, eerste lid, tweede lid, van het koninklijk besluit van 22 december 2000 tot vaststelling van de algemene beginselen van het administratief en geldelijk statuut van de rijksambtenaren die van toepassing zijn op het personeel van de diensten van de Gemeenschaps- en Gewestregeringen en van de Colleges van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en van de Franse Gemeenschapscommissie alsook op de publiekrechtelijke rechtspersonen die ervan afhangen.

**Art. 19.** De IRFG stelt een huishoudelijk reglement op dat hij ter goedkeuring voorlegt aan de Regering.

**Art. 20.** De IRFG overhandigt een jaarverslag van zijn activiteiten uiterlijk op 31 maart van het daaropvolgend jaar aan de Regering die het bezorgt aan de Raad van de Franse Gemeenschap.

**Art. 21.** De Regering voorziet, binnen de perken van de beschikbare begrotingsmiddelen, in de nodige middelen voor de werking van de IRFG.

De IRFG kan middelen krijgen die hem ter beschikking worden gesteld in het raam van overeenkomsten met andere overheden.

**Art. 22.** De Regering bepaalt de regels inzake de boekhouding, de rekening en verantwoording alsook inzake de periodieke situaties en verslagen van de IRFG.

**Art. 23.** De zetel van de IRFG wordt bepaald door de Regering.

#### HOOFDSTUK III. — *Overlegcomité tussen de verschillende adviesorganen van het hoger onderwijs*

**Art. 24.** Er wordt een Overlegcomité opgericht tussen de verschillende adviesorganen van het hoger onderwijs.

Dit Overlegcomité is samengesteld uit de leden van het bureau van de IRFG, uit het bureau van de Algemene Raad van de Hogescholen (ARH), uit de voorzitter van de Hoge Raad voor het Hoger Kunstonderwijs, alsook uit de voorzitter van de Hoge Raad voor het Onderwijs voor Sociale Promotie.

Het secretariaat van het Overlegcomité wordt gezamenlijk waargenomen door de IRFG en de ARH.

Het Overlegcomité komt minstens eenmaal per jaar bijeen, op uitnodiging van de voorzitter van de IRFG, van de voorzitter van de ARH of op verzoek van de Regering, om het overleg te organiseren tussen de verschillende adviesorganen inzake iedere aangelegenheid met betrekking tot het hoger onderwijs.

Als tijdens deze gezamenlijke vergadering een schriftelijk advies wordt uitgebracht, wordt dit vervolgens voorgelegd aan elkeen van de raden die dit kunnen commentariëren en een bijkomend advies uitbrengen, hetgeen samen met het oorspronkelijk advies wordt verzonden aan de Regering.

Het voorzitterschap van het Overlegcomité wordt beurtelings waargenomen door de voorzitter van de IRFG en de voorzitter van de ARH.

**Art. 25.** De Regering duidt een vertegenwoordiger aan die de vergaderingen van het Overlegcomité bijwoont met adviesverlenende stem.

#### HOOFDSTUK IV. — *Opheffingsbepalingen*

**Art. 26.** Het decreet van 3 april 1980 tot oprichting van de Interuniversitaire Raad van de Franse Gemeenschap en het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 10 juli 1991 tot oprichting van een Raad voor het wetenschappelijk beleid worden opgeheven.

#### HOOFDSTUK V. — *Overgangs- en slotbepalingen*

**Art. 27.** De IRFG neemt de rechten en verplichtingen over van de Interuniversitaire Raad van de Franse Gemeenschap die is opgericht bij decreet van 3 april 1980. In het bijzonder de personen die gedetacheerd zijn van de universiteiten of van het Nationaal Fonds voor Wetenschappelijk Onderzoek kunnen er hun opdracht blijven vervullen.

**Art. 28.** Dit decreet treedt in werking op 1 januari 2003.

Verkondigen dit decreet, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* moet verschijnen.

Gedaan te Brussel, op 9 januari 2003.

De Minister-President, belast met Internationale Betrekkingen,  
H. HASQUIN

De Minister van Cultuur, Begroting, Openbaar Ambt, Jeugdzaken en Sport,  
R. DEMOTTE

De Minister van Kinderwelzijn, belast met het Basisonderwijs,  
de Opvang en de opdrachten toegewezen aan de 'ONE',  
J.-M. NOLLET

De Minister van Secundair en Buitengewoon Onderwijs,  
P. HAZETTE

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie en Wetenschappelijk Onderzoek,  
Mevr. F. DUPUIS

De Minister van Kunsten en Letteren en van de Audiovisuele Sector,  
R. MILLER

De Minister van Jeugdbijstand en Gezondheid,  
Mevr. N. MARECHAL

—  
Nota

(1) *Zitting 2002-2003 :*

*Documenten van de Raad.* — Ontwerpdecreet, nr. 341-1. — Commissieamendement, nr. 341-2. — Verslag, nr. 341-3. *Integraal verslag.* — Bespreking en aanneming. Vergadering van 7 januari 2003.